

Essai de prospective stratégique

Vers un scénario d'alliance entre Riyad-Moscou au Moyen-Orient ?

mercredi 11 octobre 2017, par [Cyrille BRET](#), [Florent PARMENTIER](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Cyrille BRET](#), [Florent PARMENTIER](#), **Vers un scénario d'alliance entre Riyad-Moscou au Moyen-Orient ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 11 octobre 2017.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Au Moyen-Orient, la recomposition des équilibres de puissances et la réinterprétation des alliances est en cours. La région est remodelée par la résurgence de l'influence iranienne, par le retour de la puissance russe et par le repli des Etats-Unis. L'Arabie saoudite prend aujourd'hui acte de ces rééquilibrages pour tracer une nouvelle route.

LA PROSPECTIVE stratégique est une « indiscipline intellectuelle » selon les termes de Gaston Berger repris par Bertrand de Jouvenel. Ni prédiction basée sur la connaissance de lois de la nature ni prévision irrationnelle due au flair, elle essaie de trouver des pistes d'évolution plausibles à partir de la connaissance du présent et du passé. Elle est particulièrement difficile à mener au [Moyen-Orient](#) où l'instabilité politique, économique et militaire est manifeste. Toutefois, **plusieurs éléments laissent entrevoir une recomposition des équilibres géopolitiques dans la région.**

En effet, 4 au 6 octobre 2017, le roi d'Arabie Saoudite, Salmane ben Abdelaziz Al Saoud vient de bousculer les équilibres fragiles du Moyen-Orient en réalisant la première visite officielle d'un monarque saoudien [en Russie](#). Pourtant, la Fédération et le Royaume sont opposés en Syrie depuis plusieurs années, en outre, l'Arabie Saoudite est l'alliée historique des [Etats-Unis](#) dans la région. Par-delà les symboles et les annonces, quelles sont les perspectives prévisibles de ce rapprochement ? La donne au Moyen-Orient peut-elle être radicalement changée par un retournement d'alliance ?

Pour se livrer à un exercice rigoureux de prospective, il convient d'identifier des pistes d'évolutions. A court terme, un nouveau dégel se profile (I). A moyen terme, concernant la Syrie, une ébauche de résolution des tensions est en formation (II) et l'alliance objective sur les hydrocarbures semble se renforcer (III). Sur le long terme, autrement dit pour l'avènement d'un nouveau roi [Mohamed ben Salmane Al Saoud \(surnommé « MBS »\)](#) et le prochain mandat du président Vladimir Poutine, un renforcement sectoriel des coopérations se prépare.

I. Court terme : des relations historiquement chaotiques

La visite royale à Moscou les 4, 5 et 6 octobre 2017 est annonciatrice d'une nouvelle période de « dégel ». C'est une tendance amorcée depuis quelques mois, en rupture avec les tensions des dernières années. Ce n'est pas la première fois que ces relations changent de pied. Tout au long du XXème siècle, le Royaume saoudien et l'Etat russe ont des relations en dent de scie [1] reflétant souvent les hauts et les bas de leurs relations respectives avec les Etats-Unis, par un principe de vases communicants.

Comme rappelé par le président russe, en 1926, l'URSS est le premier Etat à reconnaître le Royaume saoudien au moment de sa proclamation d'indépendance. Il s'agit alors du soutien d'un régime soviétique récent et isolé à un Royaume nouveau venu sur la scène internationale. Toutefois, cette entente est de courte durée : les relations se distendent dans l'entre-deux guerres et la représentation diplomatique soviétique en Arabie est fermée en 1938.

Avec la conclusion du « Pacte du Quincy » entre le souverain saoudien et les Etats-Unis, l'Arabie se range dans le camp opposé à celui de l'URSS. Conclu le 14 février 1945 à bord du croiseur américain *USS Quincy* par le fondateur de la dynastie et du royaume saoudien, père

du monarque actuel, Abdelaziz ben Saoud, et par le président Franklin D. Roosevelt, cet accord scelle une alliance de 60 ans entre les deux Etats : d'un côté, l'Arabie Saoudite réserve aux Etats-Unis le statut de partenaire préférentiel pour l'exploitation et l'exportation [des ressources pétrolières](#) du royaume ; de l'autre côté, les Etats-Unis incluent dans leurs intérêts vitaux la stabilité politique du Royaume, de la dynastie et de toute la Péninsule arabique. De fait, avant même le déclenchement de la Guerre froide (1947), l'Arabie Saoudite est devenue un des piliers de la politique moyen-orientale des Etats-Unis. La confrontation est alors assez dure : à partir de 1969, l'Arabie lutte, à ses portes dans la Péninsule arabique, contre le régime marxiste de la République démocratique populaire du Yémen, soutenu par des fonds, des armes et des experts venus d'URSS. En réponse, elle finance largement les djihadistes en lutte contre l'URSS en Afghanistan de 1979 à 1989.

Après la réunification des deux Yémen, en 1990, et la fin de l'URSS, en 1991, la nouvelle Fédération de Russie ouvre une ambassade à Riyad. Mais, dès 1994, avec le déclenchement de la première Guerre de Tchétchénie, les tensions reprennent : la Russie soupçonne le royaume saoudien de soutenir les mouvements séparatistes tchétchènes sur son propre sol. De plus, elle considère l'Arabie comme une des sources de la radicalisation de l'islam sunnite dans le Caucase et en Asie centrale. C'est une question d'intérêt vital pour le Kremlin car, dans ses nouvelles frontières, la Fédération compte entre 10% et 15% de citoyens de confession sunnite [2].

Après la fin de la deuxième Guerre de Tchétchénie, en 2000, les deux Etats s'engagent de nouveau dans une politique de détente : ils se rapprochent sur les questions énergétiques, développent leurs liens économiques. Cette nouvelle embellie culmine avec la visite du président Poutine en Arabie saoudite, en février 2007. Le dégel coïncide avec le relâchement des relations saoudiennes avec les Etats-Unis qui s'accroissent durant les mandats du président Barak Obama.

Néanmoins, une nouvelle fois, le rapprochement russo-saoudien s'interrompt au début de la décennie 2010 par un mouvement géopolitique d'ensemble : [les printemps arabes](#). Alors que Moscou considère ces derniers comme des facteurs de déstabilisation de ses alliés traditionnels en Syrie et en Libye, l'Arabie saoudite finance certains mouvements d'opposition aux régimes Al Assad (Syrie) et Kadhafi (Libye). La crise syrienne puis la guerre au [Yemen](#) achèvent d'éloigner les deux Etats.

A court terme, un scénario de rapprochement régional est plausible : les deux Etats vont tenter de normaliser leurs relations pour éviter d'affronter chacun une puissance supplémentaire au Moyen-Orient où les factures sont suffisamment nombreuses entre Iran et Arabie, Russie et Occidentaux, sunnites et chiites, etc.

II. Moyen terme : encadrer l'expansion iranienne en Syrie

Sur le plan diplomatique et militaire, la visite en octobre 2017 du roi Salmane à Moscou laisser présager une recomposition des équilibres et des réseaux d'alliance au Moyen-Orient.

Rien ne peut séparer davantage les positions russes et saoudiennes sur les deux crises. Vladimir Poutine a tâché de faire oublier [le conflit ukrainien](#) où il était mis en difficulté en

amenant ses forces lutter en Syrie. Au terme d'une opération rapide, commencée par un discours à l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2015, il est parvenu à s'imposer comme l'homme fort de la situation.

Cette intervention comportait autant un volet interne, lié par exemple à la lutte contre le [djihadisme](#) importé en Russie, qu'un volet externe, de soutien à un Etat (plus qu'à un souverain) considéré comme un allié. En face, l'Arabie saoudite a souhaité prendre le contre-pied de cette position russe et iranienne en soutenant les groupes insurgés, considérés comme des terroristes sunnites. Il s'agissait de faire pièce au traditionnel rival perse engagé dans une expansion en Syrie, en Irak et au Yémen par le biais de ses troupes, du Hezbollah, de ses livraisons d'armes, etc.

Parallèlement, l'Arabie saoudite est intervenue dans la guerre civile au Yémen qui sévit dans le pays depuis 2014, afin que les Houtis (soutenus par les Iraniens) quittent le pouvoir ; ses frappes aériennes ont commencé dès mars 2015. La Russie s'est abstenue de ce point de vue de prendre des positions trop tranchées, même si elle a refusé d'accréditer d'ambassadeur yéménite pour soutenir la rébellion houtiste, ce qui peut la placer en position d'arbitre dans ce conflit.

En accueillant le roi Salmane, Vladimir Poutine montre que la Russie peut travailler avec tout le monde au Moyen-Orient, tandis que l'Arabie saoudite semble entériner le fait que l'alliance américaine n'est plus une garantie ultime de ses intérêts.

Dès lors, partant de ces positions pour le moins contrastées, **comment interpréter la visite du roi Salmane à l'aune des rapports de force internationaux ?** Il ne s'agit évidemment pas d'un ralliement saoudien aux positions russes, ni même d'un retournement d'alliance. Ce à quoi nous assistons est de nature plus modeste, mais néanmoins significatif sur le plan international. En accueillant le roi Salmane, Vladimir Poutine montre que la Russie peut travailler avec tout le monde au Moyen-Orient, tandis que l'Arabie saoudite semble entériner le fait que l'alliance américaine n'est plus une garantie ultime de ses intérêts. Cette alliance commence même à être perçue comme étouffante pour l'Arabie. Le pouvoir saoudien a été déçu du manque de soutien américain lors de la dispute avec [le Qatar](#).

Dans ces conditions, il convient donc d'en tirer les conséquences et de multiplier des signes d'ouverture avec de nouveaux acteurs. Elle témoigne également d'une volonté saoudienne de limiter la percée régionale de [l'Iran](#) : dans ce cadre, quoi de mieux que d'aller convaincre l'un de ses principaux alliés de ne pas pousser son avantage trop loin ? Prise pour cible par Donald Trump, toujours sous l'effet d'une rupture des relations diplomatiques avec plusieurs pays sunnites depuis janvier 2016 (dont l'Arabie saoudite), [l'Iran](#) se trouve malgré un dénouement en sa faveur en Syrie dans une situation relativement inconfortable, dépendant de fait beaucoup de la Russie. Dans ce cadre, l'Arabie saoudite souhaite s'assurer que l'Iran ne sera pas la seule gagnante régionale de l'évolution du conflit syrien, et garder la face par la même occasion - après avoir fait pendant plusieurs années du départ de Bachar el-Assad la clé de toute solution politique. **Faire évacuer les milices iraniennes de Syrie et l'arrêt du soutien iranien à l'opposition des Houthis sont donc les priorités saoudiennes.**

A moyen terme, un scénario d'apaisement diplomatique et militaire est crédible même s'il reste à confirmer. La Russie a intérêt à contrebalancer l'expansion de son allié iranien grâce à l'Arabie ; et l'Arabie a intérêt à sauver la face dans la victoire du régime Al Assad. La portée de ce scénario est considérable : elle souligne à quel point **les deux puissances, russes et saoudiennes, cherchent à diversifier leurs réseaux d'alliance**, au point d'aller chercher des partenariats sectoriels dans le camp adverse.

III. Moyen terme : sceller l'alliance objective sur les hydrocarbures

La rencontre des 4-6 octobre 2017 annonce également la coopération - encore limitée et sectorielle- des deux Etats sur la scène économique internationale.

Dans le domaine des **hydrocarbures**, Russie et Arabie sont en passe aujourd'hui de redevenir des « alliés objectifs ». A la fin de la décennie 2000, les deux pays ont des politiques rivales. D'un côté, la Russie, hors du cadre de l'OPEP dont elle n'est pas membre, développe les volumes d'exportation de pétrole, gagne des parts de marchés pour reconstituer ses réserves financières après la crise de 2008, quitte à contribuer à la baisse des cours mondiaux. De son côté, l'Arabie saoudite, au sein de l'OPEP, essaie de remédier à cette baisse des cours en plaidant d'abord vainement pour une réduction des volumes. Captation de parts de marché contre maintien des cours, les deux plus grands producteurs (25% de la production mondiale à deux) et exportateurs de pétrole du monde développent des stratégies inverses.

Tout change en **2014** avec [l'annexion de la Crimée](#), [la guerre dans le Donbass](#), la baisse des cours mondiaux des hydrocarbures et les sanctions économiques occidentales contre la Russie. Entrée en récession, [l'économie russe](#) a besoin de devises et de capitaux pour combler ses lacunes en investissements. En conséquence, dans le format OPEP+ (autrement dit en accord avec la Russie sans adhésion à l'OPEP), les deux pays s'accordent sur une réduction des volumes de production mondiale à 1,8 million de barils par jour à partir du 1er janvier 2017. Ils soutiennent ainsi les cours du pétrole qui remontent à 55 dollars le baril en moyenne en 2017. En outre, l'héritier du royaume saoudien vient lui-même annoncer à Moscou des investissements arabes en Russie en juin 2015 [3]. Sur le plan énergétique, l'objectif de la visite royale à Moscou est de préparer la prochaine réunion du format OPEP+ pour reconduire la réduction de la production de pétrole au-delà de l'échéance prévue en mars **2018**.

Les autres résultats économiques du déplacement du monarque ont été mis en évidence mais sont moins prometteurs pour l'amélioration durable des relations bilatérales. Ainsi, les hommes d'affaire participant à la délégation saoudienne de pas moins de 1 000 personnes ont jeté les fondations pour plusieurs contrats : installation d'une usine chimique russe en Arabie saoudite, développement du fonds d'investissement saoudien en Russie, etc. Mais les relations économiques russo-saoudiennes sont coutumières de ces annonces qui peinent à être suivies d'effets [4]. En effet, à l'heure actuelle, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays est de seulement 1 milliard de dollars par an.

L'annonce de **l'exportation de batteries de missiles anti-missile S-400** est particulièrement relevée. Ce serait la première vente de matériel de défense de la Russie au Royaume saoudien dont la tradition est de s'approvisionner principalement en équipements régis par les normes de l'OTAN. La portée économique de cette vente ne doit toutefois pas être

surestimée. D'une part, la livraison effective reste à confirmer, d'autre part, les sommes en jeu sont sans commune mesure avec l'annonce par le président Trump de contrat d'armement avec les Etats-Unis pour 110 milliards de dollars [5], il y a quelques mois.

En somme, sur le plan économique aussi, le dégel russo-saoudien est encore **très sectoriel** et reste à confirmer. Mais le scénario d'un rapprochement russo-saoudien mérite d'être étudié.

IV. Long terme : MBS + Poutine 4 = Nouveau Moyen-Orient ?

Pour la décennie qui s'ouvre, la visite du monarque saoudien à Moscou ouvre des pistes inédites. En effet, Russie et Arabie sont toutes deux à la veille de changements structurels à leur tête : du côté du Royaume saoudien, le successeur du roi actuel, Mohamed Ben Salmane (MBS) prépare son avènement notamment en ayant écarté son rival, Mohamed Ben Nayef, ancien ministre de l'intérieur récemment démis, de l'ordre de succession. Du côté russe, le président Poutine sera vraisemblablement réélu en 2018 pour un quatrième mandat présidentiel, mais il cherche une nouvelle équation pour la vie économique et la vie politique intérieures russes après avoir changé le logiciel de sa politique étrangère en Ukraine, en Arctique, en Syrie et en Asie.

Sur le plan économique, la question est de savoir si les investissements de 10 milliards de dollars en Russie annoncés par l'Arabie saoudite en 2015 et confirmés début octobre 2017 à Moscou se concrétiseront. Pour le moment seulement 1 milliard a été acté. De tels investissements seraient un avertissement aux Etats-Unis et à l'Iran. Au premier, l'Arabie Saoudite indiquerait que le partenariat exclusif est arrivé à terme et au second, la Russie indiquerait qu'elle est soucieuse d'équilibrer l'axe Moscou-Téhéran par une coopération économique avec l'Arabie. A plus long terme, les deux Etats ont en commun des défis économiques similaires : tous deux sont engagés dans des stratégies de diversification économique. Sous l'impulsion de MBS, désormais premier dans l'ordre de succession, le Royaume saoudien est déjà engagé dans la préparation à l'après-pétrole grâce à l'ambitieux programme de réformes nommé « Vision 2030 » [6]. Et, en Russie, les cercles dirigeants sont actuellement en débat pour définir un nouveau paradigme économique dans la perspective du quatrième mandat du président Poutine.

Le rapprochement opéré suffit-il dès lors pour envisager une alliance russo-saoudienne ?

Dans cette perspective, sur le plan diplomatique, le prince héritier, Mohammad ben Salmane, a déjà servi d'intermédiaire entre les deux pays. Pour autant, il convient de rappeler que **parler de retournement d'alliance est très exagéré**, surtout si l'on se souvient des contrats juteux signés par Donald Trump en mai 2017 (de l'ordre de 380 milliards de dollars). L'Arabie saoudite prend seulement acte du fait qu'il faut compter avec la Russie au Moyen-Orient. Chaque côté a ses propres motivations secondaires pour cette visite spectaculaire. Moscou se positionne de plus en plus souvent comme une « Eurasie du Nord » plutôt que comme l'Est de l'Europe. La venue du roi Salmane s'inscrit incontestablement dans cette perspective ; et côté saoudien, le message est également à destination des Etats-Unis, qui l'ont considéré depuis les

années 1930 comme une chasse gardée américaine.

Le rapprochement opéré suffit-il dès lors pour envisager une alliance russo-saoudienne ? On peut estimer qu'une position commune entre grands acteurs pétroliers et quelques contrats (y compris d'armement) ne suffisent pas à fonder une alliance géopolitique. Les alliances peuvent être de plus en plus fluides à l'avenir mais quand elles ne partent pas des mêmes présupposés, elles ne peuvent aboutir à des résultats tangibles. Des convergences peuvent apparaître, permettant notamment à la Russie de gérer une importante population musulmane (environ 15% de sa population) : dans le Caucase, l'Ingouchie, la Tchétchénie ou le Daguestan comptent plus de 90% de musulmans de confessions sunnites, et ils sont également majoritaires en Kabardino-Balkarie, en Karatchaïévo-Tcherkessie, au Bachkortostan et au Tatarstan. Mais une alliance prioritaire entre ces deux pays supposerait un rapprochement militaire étroit, qui n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui. En outre, l'attention de la Russie se tourne davantage vers [les BRICS - en premier lieu la Chine, mais également l'Inde, son premier client militaire](#) - que vers un Etat de 31 millions d'habitants comme l'Arabie saoudite [7]. Quant à une alliance de second plan, elle entre nécessairement en concurrence avec l'Iran, pays certes moins riche mais doté de 82 millions d'habitants et d'une armée plus solide [8].

De fait, passer d'un rapprochement russo-saoudien à un partenariat, puis à une alliance, nécessite de nombreuses conditions favorables, qui ne semblent pas réunies pour le moment. Le moyen le plus sûr d'y arriver serait un rapprochement irano-américain, qui n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui.

Mais la recomposition des équilibres de puissances et la réinterprétation des alliances au Moyen Orient est en cours : la région est modelée par la résurgence de l'influence iranienne, par le retour de la puissance russe et par le repli des Etats-Unis. L'Arabie saoudite prend aujourd'hui acte de ces rééquilibrages pour tracer une nouvelle route.

Copyright 11 octobre 2017-Bret-Parmentier/Diploweb.com

P.-S.

Cyrille Bret est ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole nationale d'administration. Il a travaillé à l'Université de Moscou et enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris. Florent Parmentier, docteur en Science politique, est enseignant et responsable de programmes au Master Affaires Publiques à l'Institut d'études politiques de Paris. Ils co-dirigent le site de géopolitique EurAsia Prospective <https://eurasiapropective.wordpress.com/>

Notes

[1]

<http://www.middleeasteye.net/columns/king-salman-moscow-why-saudi-arabia-important-russia-775541767>

[2]

<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-153205-a-quoi-joue-vladimir-poutine-avec>

[-islam-1200946.php](#)

[3] <https://www.wsj.com/news/politics>

[4]

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/030666853090-le-roi-salman-au-kremlin-pour-concretiser-le-rapprochement-russo-saoudien-2119867.php>

[5]

http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/05/23/l-industrie-militaire-americaine-comblee-par-le-voyage-de-donald-trump-en-arabie-saoudite_5132243_3234.html

[6]

<https://eurasiapropective.net/2015/10/30/quand-vladimir-poutine-trouve-larabie-saoudite-en-travers-de-son-chemin-entretien-michael-bret-florent-parmentier-atlantico-fr/>

[7] NDLR : Projection de population de l'Arabie saoudite en 2050 : 50 millions d'habitants. Source : Population et Avenir, n°730, novembre-décembre 2016, p. 21.

[8] NDLR : Projection de population de l'Iran en 2050 : 91,6 millions d'habitants. Source : Population et Avenir, n°730, novembre-décembre 2016, p. 21.